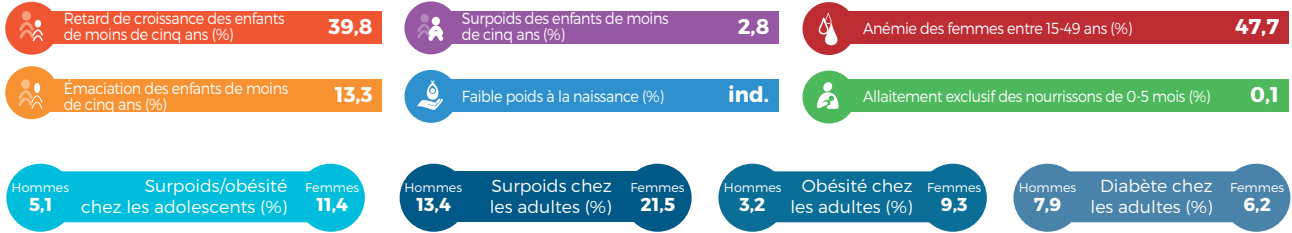


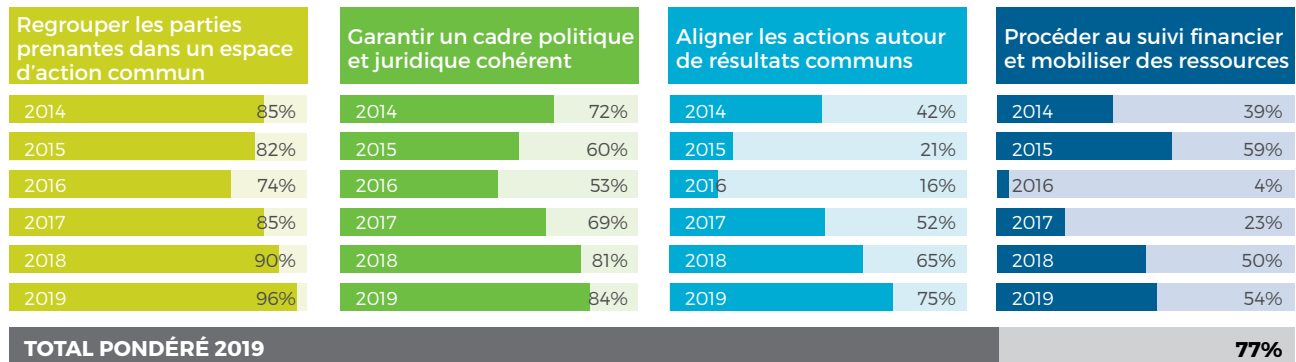
Tchad



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 15,95 millions
 SCALINGUPNUTRITION.ORG/CHAD



TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2018-2019



La collaboration entre les parties prenantes est de plus en plus visible, notamment avec le WASH in NUT qui regroupe les cadres de plusieurs secteurs.

10 provinces sont dotées des Comités provinciaux de nutrition et d'alimentation (CPNA) avec des points focaux.

Le Comité technique permanent suit ses actions à travers la mise à jour des recommandations des réunions mensuelles. Une mission de suivi et évaluation des cinq premiers CPNA a également été organisée.

Toutes les parties prenantes de la nutrition du pays sont impliquées dans l'approche multisectorielle. Des efforts restent cependant à faire pour accroître la participation des représentants de certaines institutions étatiques.

Le Conseil national de nutrition et d'alimentation, rattaché à la Présidence de la République, a adopté le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation (PAINA, 2019) et la stratégie de plaidoyer et de communication en faveur de la nutrition.

La nutrition fait partie des priorités de l'État - une réunion mensuelle de la santé (où la nutrition prend une place importante) est présidée par le chef de l'État.

La mission de suivi et évaluation des CPNA a permis d'évaluer le niveau de compréhension et d'appropriation de la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA) par les autorités et toutes les parties prenantes au niveau local.

Le Gouvernement et les Nations Unies disposent d'un plan d'action budgétisé. L'UNDAF dispose d'un cadre commun des résultats. La PAINA dispose d'un cadre logique qui sert de base pour l'exécution des activités et de suivi des progrès.

La cartographie des interventions et des intervenants de la nutrition a été réalisée.

Il existe un plan de travail annuel au niveau national et aux niveaux des provinces qui sont battus sur la base des résultats de programmation précédentes et des enquêtes SMART 2018. Les interventions des différentes parties prenantes notamment les structures de l'Etat avec l'appui de leurs partenaires techniques et financiers, s'alignent sur ces plans de travail annuel.

Le PAINA 2019 a été budgétisé à hauteur de 84 milliards de francs CFA. La contribution déjà annoncée est de 67 milliards de francs CFA.

Les données sur le financement de la nutrition ne sont pas centralisées pour permettre de faire l'estimation des problèmes de financement des interventions en faveur de la nutrition. Cependant, chaque partie prenante évalue au niveau individuel ses besoins et les déficits de financement.

Les engagements et promesses de certains donateurs ont été tenus, tels que l'Union européenne dans le cadre du programme Sécurité alimentaire et nutritionnelle du 11e FED (Fonds européen de développement).

PRIORITÉS 2019-2020

- Réaliser une étude sur le coût du régime alimentaire (cost of diet) ;
- Adopter la loi sur les substituts du lait maternel par le parlement ;
- Organiser une table ronde pour la mobilisation de ressources ;
- Mettre en oeuvre le Projet formation en nutrition "FORMANUT" ;
- Mettre à l'échelle, assurer le suivi et évaluation des CPNA ;
- Vulgariser les documents stratégiques sur la nutrition.